Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

124-125 | 2011

Les rapports de sexe sont-ils solubles dans le genre ?

Colloque « Patrimoine culturel et désirs de territoires, vers quels développements »

Université de Nîmes – 24-27 février 2010

Claire Guiu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5972>

DOI : 10.4000/jda.5972

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2011

Pagination : 417-422

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Claire Guiu, « Colloque « Patrimoine culturel et désirs de territoires, vers quels développements » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 124-125 | 2011, mis en ligne le 01 mai 2013, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5972> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.5972>

COMPTE RENDU DU COLLOQUE
**PATRIMOINE CULTUREL ET DÉSIRS DE
TERRITOIRES, VERS QUELS DÉVELOPPEMENTS**
(Université de Nîmes – 24-27 février 2010)

Claire GUIU*

Du 24 au 27 février se sont tenues à l'université de Nîmes les Quatrièmes rencontres de géographie culturelle, ethnologie et études culturelles en Languedoc-Roussillon, organisées par le laboratoire Art-Dev, les universités Paul Valéry (Montpellier III) et université de Nîmes, en collaboration avec le CNRS. Dans la continuité des éditions précédentes qui avaient abordé les fêtes (La fête au présent, 2006) puis le développement culturel (Le développement culturel : un avenir pour les territoires ?), le présent colloque a voulu approfondir l'analyse des liens entre cultures et territoires à partir des notions de désir et de patrimoine culturel : Patrimoine culturel et désirs de territoires : vers quels développements ? Désir et patrimoines, deux notions troubles, dont les organisateurs ont voulu pointer les ambiguïtés, les polyphonies, les conceptions éventuellement contradictoires et les évolutions possibles. Comment le patrimoine suscite-t-il de nouveaux débats sociaux et politiques sur différents territoires ? En quoi cristallise-t-il des désirs de changement en termes humains, ou concernant le rapport à l'économie, le rapport à

---

* Université de Nantes. Chemin de la Censive du Tertre – 44000 Nantes.
Courriel : claire.guiu@univ-nantes.fr

l'environnement ? La notion de désir fait ici référence à la fois aux politiques et stratégies de marketing territorial, à la territorialité, mais également à la théorie mimétique engageant des jeux de ressemblance et de rivalités entre différents acteurs. La valorisation du patrimoine est-elle inhérente à un désir de territoire ou bien la patrimonialisation engendrerait-elle un désir de territoire ? Pourquoi la référence au patrimoine reste-t-elle si efficace dans le discours public malgré les risques d'instrumentalisation et de standardisation, de réification du vivant, de passéisme ? Dans un contexte de foisonnement des usages et des attentes liés au patrimoine culturel, d'extension du processus de patrimonialisation à une pluralité d'objets et d'une « hypertrophie » des travaux de recherche sur ce sujet, ce colloque se positionne de façon singulière par une approche résolument critique, interdisciplinaire et opérationnelle. En effet, la polysémie de la notion de patrimoine et l'ampleur de ses utilisations par différents acteurs créent une confusion lexicale à l'origine de glissements d'objets, de transferts de sens et d'une expansion des usages. L'ambiguïté originelle de la définition, qui n'épargne ni les chercheurs, ni les acteurs de terrain et de décision, fait du « patrimoine » un terme glissant et un outil rhétorique efficace. Cette notion est « devenue banale dans les politiques publiques » ; elle est parfois utilisée comme une « sorte d'excuse intellectuelle pour faire fonctionner dans une perspective heuristique les concepts de base des différentes disciplines concernées par son analyse ». Il s'agit dès lors d'adopter une posture réflexive et de s'interroger sur ses différents usages et sur leurs incidences, sur les contextes d'émergence de termes dérivés (patrimoine culturel, industriel, rural, immatériel, etc.), voire sur leurs interrelations, et ceci dans l'ensemble du champ social, en tant que processus de co-construction entre acteurs académiques, décisionnels et opérationnels. Alors que la question patrimoniale est au cœur de nouveaux enjeux et attentes sociales en termes de développement (sociaux, identitaires, économiques), les organisateurs regrettent le cloisonnement de l'espace académique, qui « a conduit le plus souvent à penser le patrimoine au prisme des intérêts des différentes disciplines concernées par son analyse ». Il

est dès lors à saluer l'intérêt de la rencontre qui, tout en réunissant plus d'une certaine d'intervenants d'horizons différents, a réussi à construire un propos cohérent et à faire émerger des approches novatrices. Avec la présence de chercheurs en ethnologie, géographie, économie, droit, sémiotique, architecture, histoire, mais également la participation d'acteurs décisionnels et professionnels (chargés de tourisme d'intercommunalités, conservateurs, ingénieurs de recherche du ministère de la Culture, DRAC), ces rencontres ont été marquées par une volonté double de décloisonnement disciplinaire et institutionnelle. La présence d'intervenants d'une vingtaine de pays a permis de confronter les terminologies et outils de valorisation patrimoniale, les approches de recherche et de multiplier les études de cas.

Quatre axes du colloque ont approfondi l'analyse de l'action patrimoniale sur les territoires, à différentes échelles :

Le premier atelier, intitulé « Inventer le patrimoine », s'est intéressé aux contextes de production des « nouveaux patrimoines » et aux différentes logiques et échelles de sémantisation. Comment objets et lieux sont-ils mis en forme, en fonction et en sens par le processus patrimonial ? L'atelier a approfondi l'analyse du passage d'un patrimoine d'objets à un « patrimoine en projet » (J. Davallon). Les intervenants ont ainsi souligné le glissement d'une territorialisation des patrimoines vers une patrimonialisation des territoires (par la multiplication des zonages, des territoires de protection et la protection des « paysages »), en décortiquant les liens entre les différentes étapes de la valorisation patrimoniale (« des régimes de patrimonialité »), les acteurs et les échelles spatiales et temporelles impliquées. Les intervenants ont présenté plusieurs définitions du terme patrimoine : certains ont considéré le « patrimoine vécu », d'autres les « éléments patrimonialisables » ; la majorité des communicants a considéré comme « patrimoine » l'ensemble des objets ayant connu une patrimonialisation institutionnelle.

Le second atelier « Construire le patrimoine pour produire le territoire » a abordé les (re)constructions patrimoniales du territoire,

à partir d'études sur les imaginaires et « illusions territoriales » et les discours. Les intervenants ont proposé une analyse des formes, des impacts et des enjeux (économiques, géopolitiques) de l'extraversion, de la mise en scène et/ou de la publicisation de territoires par la patrimonialisation. Le rôle du patrimoine comme signe distinctif pour la ville et l'émergence de la valorisation de la marge (sociale, spatiale, culturelle) par l'action patrimoniale ont été mis en exergue.

Le troisième atelier a abordé les reconfigurations identitaires engendrées par les mises en regard plurielles de la patrimonialisation (exogènes/endogènes). Il a montré les interrelations entre la promotion d'une identité nationale et la reconnaissance patrimoniale internationale ainsi que les éventuelles stratégies de résistance des populations locales à la mise en sens institutionnelle. Pour qui cela fait-il patrimoine ? L'Unesco peut notamment être perçu comme une opportunité ou une menace par certains acteurs, qui vont s'appropriier ou bien transgresser sa réglementation. Les communications ont mentionné l'importance du remaniement des régimes d'historicité et le rôle de la réinvention des héritages, par des processus de filiation réinventée et « inversée » (J. Pouillon) dans le processus patrimonial. Dans ce cadre, l'analyse des liens et tensions entre identités, discours muséographiques et idéologies a été approfondie, ainsi que les impacts des mobilités et migrations sur le processus identitaire, par des lectures opérationnelles, critiques et/ou post-colonialistes. Plusieurs interventions ont souligné les processus de co-construction, les jeux de discours et de pouvoirs entre différents groupes.

Enfin, le quatrième atelier « Normer, planifier et valoriser un territoire patrimonialisé » a porté sur la gestion des territoires patrimonialisés. La multiplication des outils de protection s'accompagne d'une diversification des acteurs et de leurs échelles de compétence, ainsi que d'une pluralité de modes d'actions. Au cœur des enjeux d'aménagement, la patrimonialisation engendre de nouvelles appropriations, de nouvelles pratiques (diversification des

usages et apposition de règles, de normes au sein de ces espaces) et dynamiques territoriales (nouvelles gouvernances). Ces actions sont loin d'être consensuelles. Pensées et parfois instrumentalisées pour « faire du collectif », elles sont aussi facteurs d'exclusion, de ségrégation et cristallisent conflits d'acteurs et conflits d'usage qu'il s'agit de comprendre. Plusieurs communications ont analysé les enjeux liés à l'urbanisme et à la requalification de la ville, en montrant comment la protection patrimoniale inversait dorénavant certaines priorités de l'aménagement des territoires. L'émergence de la notion de durabilité dans la rhétorique patrimoniale et la convergence sémantique entre patrimoine et développement durable ont été étudiées. L'action patrimoniale (protection de périmètre, conservation, labellisation) doit s'accompagner d'une réflexion sur son devenir et son évolution. Certains espaces apparaissent dans une situation de « saturation patrimoniale » ; d'autres sont définis comme « patrimonialisables ». Quelle est la durabilité du processus de protection, de valorisation et/ou de conservation ? Comment intégrer la notion de protection dans la pensée du développement et de l'aménagement du territoire ?

En complément au colloque, différentes activités sont venues enrichir réflexions et débats. En amont, deux séminaires disciplinaires ont réuni plusieurs chercheurs afin de réfléchir aux liens entre ethnologie et projets patrimoniaux d'une part, et de s'interroger sur les nouveaux champs, objets, perspectives de la géographie culturelle d'autre part. L'association de recherche sur les patrimonialisations (respatrimoni.wordpress.com), dont le projet est de développer un réseau international d'analyse critique des « mises en patrimoine », a également tenu son assemblée générale et planifié différentes publications et manifestations : numéros spéciaux de revue, colloque en 2011-2012, traductions d'articles, comptes rendus.

Durant le colloque, plusieurs outils ou manifestations ont été proposées : un bilan de la veille scientifique sur le sujet par la bibliothèque de l'université, des séances de présentation de posters, une sortie de terrain dans différents lieux de Nîmes.

Claire Guiu

Pour clôturer ce colloque, un « repas patrimonial » a permis aux participants de réfléchir sur la notion de cuisine locale, de s'interroger sur la nature, les impacts et les enjeux d'une labellisation de la gastronomie française en patrimoine culturel immatériel de l'humanité, mais surtout de célébrer par le corps, les sens et les discussions animées l'organisation et la richesse scientifique de la manifestation.

Site du colloque :

<http://recherche.univ-montp3.fr/artdev/colloque11/index.html>

* * *